

---

**FINANCEMENT :**

# **vers l'expérimentation d'une Youth Bank**

Publication :



Édition :



# **Faire que la Bretagne redevienne une terre de banquiers nomades**

*Aux côtés du Grand-Duché du Luxembourg et de la Principauté de Monaco, qui pourrait croire qu'à la même distance, à environ deux heures de Paris, règne une terre de banquiers nomades : l'ancien Duché de Bretagne ?*

*Fleuron des élites marchandes et des premières aventures maritimes du XV<sup>e</sup> siècle, cette région péninsulaire a laissé une trace discrète de cet héritage dans les monuments de la capitale : une « maison de l'horloge ». Cet édifice est un cadeau fait aux Français de la part d'Anne de Bretagne lors de son mariage avec la dynastie des Valois. Son architecture majestueuse rassemble tous les symboles forts de son règne ducal : le pouvoir avec la chancellerie, l'argent avec les maisons financières, l'innovation avec les créateurs de la Renaissance.*

*Elle fait inscrire quatre vertus qu'elle attache à la stabilité financière et aux échanges avec le monde : prudence, force, tempérance, justice.*

*Ces quatre points cardinaux marqueront ensuite le rôle de toile économique et culturelle qu'elle tâchera de transmettre dans ses voyages en tant que mécène auprès de porteurs de projets innovants, notamment au Clos-Lucé, futur logis du créateur de la Joconde, Léonard de Vinci.*

*Au fil des siècles, la Bretagne conserve un écosystème très ambitieux de soutien à l'énergie d'entreprendre et à la prise de risques. Dans son rapport à la mer, elle a été pionnière.*

*Demain, dans un monde où les talents sont nomades, les capitaux voyageurs et les emplois mobiles, peut-on imaginer que la Bretagne devienne un Davos du « free banking » ?*

**Le bureau de l'ACB**

**Kevin LOGNONÉ**

*Président de la commission Kavadeen*

# Place aux jeunes !

*Les jeunes pousses de l'ACB bousculent les idées reçues.*

*Mais n'est-ce pas ce terreau d'utopie, de vision décalée et disruptive que nous devons cultiver ?*

*Laissons cette nouvelle génération prendre le pouvoir ! Notre rôle est d'être le relais intelligent et efficace entre le monde ancien et la révolution qui s'amorce. Nous pouvons être les chefs d'orchestre de ce bouleversement sans précédent.*

*Mais soyons humbles. Respectons le principe de Peter. Ne nous arc-boutons pas à de vieux principes qui ralentissent l'éclosion de ces jeunes pousses qui nous regardent encore avec compassion.*

*Dans la dureté de leurs jugements, il y a des parts de vérité qu'il faut savoir entendre. Les bonnes équipes seront celles qui mixeront la fougue et l'énergie de cette nouvelle génération et la capacité analytique et stratégique des cadres en place.*

*Quintesis communication s'évertue chaque jour à éclairer les managers sur les nouveaux codes de communication. La nouvelle économie est en marche, c'est un rouleau compresseur qui bouscule les règles établies. Nous sommes là pour relier les deux mondes et accompagner les entrepreneurs offensifs qui souhaitent prendre leur part du gâteau.*

*Soutenir les travaux de la commission Kavadeen nous semble être une évidence.*

*Préparez-vous, les jeunes Bretons vont vous surprendre.*

## **Gaël PATOUT**

*Dirigeant de Quintesis Communication*

---

## #Sommaire

Édito du grand témoin #06

**Breizh Youth Bank :**  
**une structure de financement participatif**  
**dédiée aux jeunes talents bretons**  
**porteurs de projets innovants #08**

L'entrepreneuriat des jeunes et les besoins #11

# #Édito du grand témoin

## Relocaliser la finance

La proximité des réseaux de financement aux territoires est aujourd'hui un facteur clé de leur attractivité. En effet le « monde de la finance » repose pour une grande part sur la confiance : accroître la proximité entre les circuits de financement et les acteurs de l'économie favorise l'établissement de relations de long terme favorables à son renforcement. Mais cette relation n'est pas à sens unique : bénéficier d'une meilleure visibilité sur les usages qui sont faits de son épargne, c'est faire le choix de contribuer activement à la valorisation de la région, au développement harmonieux de son territoire de vie et d'assumer, y compris collectivement, le risque qu'elle comporte.

En quelques années, une nouvelle composante s'est imposée comme un moteur déterminant de la croissance des territoires : l'immatériel. Si le succès économique résidait essentiellement dans la capacité à attirer du capital matériel, de la production, c'est désormais la capacité à innover, à créer des concepts, des transferts technologiques et à produire des idées qui est devenue l'avantage compétitif essentiel.

Dans l'économie immatérielle, de nouveaux vecteurs de créativité sont autant d'atouts dont on peut tirer des richesses. Mais pour cela il faut entreprendre plus systématiquement leur mise en valeur sur un plan local. Plutôt que de gâcher notre potentiel, développons-le et profitons au mieux de ce nouveau relais de croissance.

En réaction à la financiarisation de l'économie, le citoyen revendique désormais des modèles d'épargne et d'investissement à visage humain. Avec Internet et les nouvelles technologies, des modèles d'avenir permettent d'abaisser des barrières et coûts d'entrée. Cette « étape du collaboratif 2.0 ou 3.0 » offre des moyens d'échange et des services nouveaux, en effaçant des coûts de gestion et de commercialisation opaques. Si les gens s'auto-assuraient au sein de mutuelles privées, le coût de leur prime d'assurance passerait de 100 à 40 euros qui sont la « prime pure » ; tout le reste n'est que frais de commercialisation, de gestion et demande de retour élevée du capital.

C'est dans ce nouveau paradigme qui promeut la finance à visage humain, que je souhaite encourager celles et ceux qui posent les gestes de communautés vertueuses. Ils croient dans l'avenir et dans la force humaine qui en est créée.

### **Renaud SASSI,**

*ancien directeur financier du groupe Carrefour, fondateur de ZèBank, de la banque des pauvres au Chili, de la banque interne du groupe LVMH, directeur opérationnel finances de Redéo, chef d'entreprise.*

# Breizh Youth Bank : une structure de financement participatif dédiée aux jeunes talents bretons porteurs de projets innovants.

**Cette contribution propose de réfléchir à l'expérimentation d'une Breizh Youth Bank : structure bancaire de mise en relation entre des jeunes talents bretons porteurs de projets innovants et des investisseurs locaux et européens. L'idée s'inscrit dans le prolongement du financement participatif et entend en faire évoluer le concept pour encourager l'énergie d'entreprendre et la prise de risques en Bretagne.**

## QU'EST-CE QU'UNE YOUTH BANK ?

L'idée est née en Grande-Bretagne en 1999. Cinq organisations en charge de l'expression citoyenne des jeunes (le British Youth Council et la National Youth Agency notamment) s'unissent et collectent des fonds, à hauteur d'un million de livres, pour financer des projets portés par les jeunes, avec une vocation citoyenne. Les Youth Banks sont nées et sept implantations locales sont fixées : en Angleterre, en Écosse, en Irlande. Les aides qu'elles peuvent apporter vont de 250 à 25 000 livres selon l'intérêt et l'ampleur des projets. Les Youth Banks sont gérées essentiellement par des jeunes âgés entre 20 et 25 ans, mais des référents plus âgés peuvent cependant venir en appui.

## LE PROJET D'UNE BREIZH YOUTH BANK

S'inspirant de ce modèle et de la Fondation canadienne des jeunes entrepreneurs, il est proposé de développer un concept de Youth Bank inédit, car dédié aux projets d'entrepreneuriat des jeunes, plutôt qu'à des actions non lucratives à caractère humanitaire et solidaire, ce qui ne veut pas dire que les champs d'intervention des projets d'entreprises portés par les jeunes s'en éloigneraient, bien au contraire.

**En effet, sans doubler avec les autres dispositifs déjà existants, l'originalité de la Breizh Youth Bank reposerait sur deux impératifs :**

- Être une structure pour les jeunes, gérée par les jeunes.
- Proposer aux jeunes générations une alternative professionnelle sur leur région, la Bretagne, faciliter les expériences d'entrepreneuriat et développer chez eux le goût du risque
- Être surtout une porte ouverte sur de nouveaux itinéraires de création de valeur pour les jeunes générations dans le Grand Ouest.

**Une piste de réflexion menée en complément de l'action conduite par les acteurs territoriaux et européens.**

Concrètement, les missions de la Breizh Youth Bank seraient les suivantes :

- Mettre en relation des jeunes talents porteurs de projets innovants et des investisseurs locaux. Pour les créateurs et innovateurs, la possibilité d'entrer en contact avec des investisseurs ou d'autres jeunes engagés dans la même démarche serait un atout.
- Proposer une participation financière, voire des prêts à taux très réduits ou à taux zéro, en appui au démarrage d'une entreprise. La décision d'attribution du financement, et les modalités précises, seraient déterminées par une commission collégiale regroupant les membres de la Breizh Youth Bank, au vu de l'intérêt citoyen du projet, de son originalité et de sa viabilité.
- Offrir des conseils personnalisés, des orientations vers tous

les organismes apportant un soutien à la création d'entreprises (aide aux démarches administratives, formations ponctuelles, apports d'expériences). Sur ce point, la Breizh Youth Bank se voudrait davantage comme un lieu de ressources que comme un fournisseur de ces conseils et de ces aides car les dispositifs d'appui sont déjà nombreux.

· Développer des actions auprès des lycées professionnels, des centres d'apprentissage, des écoles et des universités pour sensibiliser les étudiants et développer le concept.

# L'entrepreneuriat des jeunes et les besoins

---

**Étude de marché, proposition d'organisation de la plateforme et plan de communication**

## I > ÉTUDE DE MARCHÉ

La synthèse suivante repose sur une étude réalisée en octobre 2013 auprès de 1 000 personnes, questionnées en ligne par AdoctA.com, parmi lesquelles 24 % ont déclaré avoir déjà investi via le crowdfunding ou avoir l'intention de le faire dans un avenir proche.

### 9 ENSEIGNEMENTS CLEFS SONT À RETENIR :

- Il n'y a pas de crowdfunding type : toutes les catégories socio-professionnelles, classes d'âges et zones d'habitation sont globalement représentées.
- Aucune plateforme ne se dégage comme leader reconnu. Les meilleurs scores tournent autour de 14 % de notoriété et d'intérêt (Ulule et KickStarter).
- Le mode Equity emporte la préférence des crowdfunders (44 % du panel) vs le mode Prêts et Dons.
- L'investissement moyen est de 250 € (pour 68 % des répondants).
- Le flou juridique actuel autour du crowdfunding (en attendant la publication prochaine de la loi qui va l'encadrer) constitue le frein principal des investisseurs potentiels (19 %), devant le manque de qualité des projets (13 %).
- 39 % des crowdfunders se disent intéressés pour aider un projet et y participer en termes de conseil.
- Leur préférence va largement aux start-up en création ou ayant moins d'un an d'activité (82 %).
- Les domaines « Techno/innovation » et « Green business » recueillent la majorité des suffrages (56 %).

· Enfin la qualité du projet et de l'équipe qui l'a piloté sont des critères de décision essentiels pour 38 % du panel, loin devant la présence d'un institutionnel ou de l'intérêt de la défiscalisation.

## ON PEUT TIRER DE CETTE ÉTUDE 3 OBJECTIFS STRATÉGIQUES POUR NOTRE PROJET DE BYB :

- 1 - recentrer notre offre sur les projets innovants émergents impactant le territoire de la Bretagne, en particulier ceux qui répondent à une démarche éco-responsable (exit les services à la personne par exemple),
- 2 - se limiter à une offre d'equity,
- 3 - capitaliser sur l'implication des crowdfunders dans l'analyse des projets et le conseil afin de labelliser les projets retenus («by BYB»).

## II > COMMENT S'ORGANISER ?

L'organisation est avant tout là pour servir des objectifs. On peut en retenir trois principaux :

- une organisation légère en moyen,
- fondée sur un fonctionnement coopératif (implication de ses membres)
- et structurée autour d'un comité d'agrément composé essentiellement de jeunes (actifs ou étudiants).

## QUELS PRINCIPES D'ORGANISATION POURRAIT-ON RETENIR ?

**Il faut sans doute distinguer une phase de démarrage de la plateforme d'une phase de maturité.** Dans les premiers mois voire les premières années, il est souhaitable de se rattacher à une infrastructure technique existante permettant de limiter les coûts et de maîtriser la qualité de service (points techniques et financiers à explorer).

La plateforme pourrait s'appuyer sur des experts techniques couvrant le plus grand nombre de domaines, en particulier dans le Green business. Ces experts pourraient être à la fois des crowdfunders actifs ou potentiels ou tout simplement des passionnés qui acceptent de donner de leur temps pour faire aboutir des projets. La plateforme doit donc avoir pour objectif de

les recruter (inscription en ligne permettant de qualifier l'expertise). La singularité de notre plateforme serait de pouvoir challenger les projets par des experts BYB indépendants qui seraient directement sollicités ou qui pourraient donner leur avis après avoir été agréés par la plateforme.

Un comité d'agrément est à constituer. Il ne doit pas être pléthorique mais permettre à tout moment de confronter l'avis de ses membres en utilisant les moyens adaptés au nomadisme (visio de type Skype). La question ouverte est de savoir comment ses membres seraient choisis et renouvelés. Pour ma part, je suggère que ce comité soit constitué de jeunes actifs, d'étudiants et de quelques entrepreneurs. Il ne faut sans doute pas dépasser une douzaine de membres actifs pour servir notre objectif de fluidité et d'efficacité dans la prise de décision.

Une fois l'agrément donné par le comité, le projet serait publié sur la plateforme avec un formalisme à définir (description synthétique du projet, expérience du porteur de projet, synthèse d'étude de marché et business plan...). La lisibilité du projet et sa « cotation » par des experts sont de nature à rassurer les crowdfunders potentiels. La plateforme BYB devra être reconnue et appréciée pour cela.

Il faudra par ailleurs définir la nature du reporting pour chacun des projets post-financement afin d'accroître la transparence attendue par les investisseurs (phasing du projet et atteintes des objectifs fixés). Deux options sont possibles : intégrer ce reporting au comité d'agrément ou créer un comité *ad hoc* chargé du suivi des projets financés.

Ces éléments d'organisation sont à débattre au sein du groupe de travail, mais aussi en lien avec le Kavadeen lab ayant en charge la simplification des démarches juridiques et administratives.

## III > COMMUNICATION

**Le plan de communication pourrait emprunter deux axes :**

- **le référencement sur les moteurs de recherche, pour améliorer la visibilité de la plateforme BYB**
- **la communication institutionnelle pour accroître la notoriété de la plateforme et recruter des acteurs**

Le premier axe implique un budget à allouer à une société spécialisée dans le référencement. Les coûts varient selon les ambitions fixées (5 à 50 K€ par an), sachant que cette prestation serait intégrée à l'hébergement et à l'administration technique de la plateforme par un tiers.

Le second passe par la création de quelques événements et une couverture dans la presse. Sur ce terrain, des liens sont à établir avec la presse quotidienne régionale (Ouest France, Le Télégramme), la presse spécialisée dans les réseaux sociaux, et les médias émergents (cf. le projet de web radio bretonne de Yolaine de la Bigne).

Par ailleurs, il serait possible sinon souhaitable d'organiser un événement annuel, associant le monde politique, économique et social, autour de la remise des «BYB Trophées» aux porteurs de projets choisis par les internautes. Une occasion de donner sa chance à une - jeune - entreprise bretonne spécialisée dans l'événementiel pour organiser cette manifestation d'envergure !

À leur entrée dans la vie active, les jeunes Bretons bénéficient de la présence d'une forte densité d'entreprises : sièges sociaux, grands donneurs d'ordre, sous-traitants, tissu créatif de PME et ETI, d'établissements d'enseignement supérieur et d'organismes de formation.

Entre 50 % et 60 % des jeunes, selon l'Insee, ont l'intention de créer leur entreprise d'ici cinq ans, au moins pour une majorité. Cette proportion est bien supérieure aux intentions de l'ensemble de la population qui se situe autour de 30 %.

Cependant, bon nombre de projets de créations d'entreprise n'aboutissent pas, notamment des projets à fort potentiel portés par des jeunes. En effet, ils ne sont plus qu'entre 20 % et 25 %, en fonction des années, à sauter le pas et créer finalement une entreprise avant 30 ans.

Même si le fort niveau d'intention de création d'entreprise des jeunes pourrait être lié à une confiance excessive, la réalité est que les jeunes sont freinés dans leurs ambitions. Plusieurs constats sociologiques sont à mentionner :

- La lourdeur des règles et procédures juridiques et administratives.
- Ils sont confrontés à des dispositifs publics d'accompagnement trop denses et souvent peu efficaces.

Des efforts récents ont été faits en ce qui concerne ces freins qui commencent à être pris en charge par les chambres de commerce et autres couveuses d'entreprises.

- Le manque de transition expérientielle entre l'adolescence, la fin d'étude et l'âge adulte.
- La peur de l'échec, très dévalorisé dans la société française, conforte le manque d'expérience cité plus haut et est le reflet de l'éducation des jeunes.
- Et enfin, l'essoufflement des jeunes face aux accompagnements des circuits bancaires classiques. Dans ce cadre, 60 % des jeunes interrogés en 2013 par l'association Jeunes et Entreprise voient le manque de moyens financiers comme le principal frein à la concrétisation de leur projet de création.

La révolution numérique et le phénomène des start-up semblent avoir insufflé un changement profond dans la vision de l'entrepreneuriat. Les entrepreneurs semblent mieux reconnus et ils sont même considérés maintenant comme « ceux qui osent ». Le rapport des Français avec le risque change, sans être totalement encore accepté. Mais ces changements n'entraînent pas pour autant un flux de créations croissant. En s'attaquant au principal frein de la création d'entreprise, le projet a pour objectif de libérer la dynamique d'entreprendre.

## QUELLE ORGANISATION ?

**L'organisation de la Breizh Youth Bank devra permettre de mettre les jeunes en situation de professionnels de l'entrepreneuriat, notamment pour détecter les projets d'avenir portés par d'autres jeunes, trouver des financements et organiser des réseaux de valorisation.**

La Breizh Youth Bank pourra être composée :

- d'une structure légère de gouvernance et de support de type associatif, principalement gérée par les jeunes. Celle-ci coordonnerait les différentes missions de la Breizh Youth Bank et des Youth Banks associées. Elle organiserait les partenariats et conventions avec des organismes comme des fondations, la BEI, la Banque Publique d'Investissement, les collectivités territoriales, ou des investisseurs institutionnels. Un partenariat avec l'ADIE et d'autres associations, déjà largement investis dans l'entrepreneuriat des jeunes, nous semble des pistes très sérieuses à creuser.



· Des Youth Banks indépendantes mais associées, créées et gérées collégalement par des petits groupes de jeunes, qui pourraient se constituer en association dont les statuts prévoiraient une limite d'âge pour les membres. Celles-ci bénéficieraient du support de la structure de gouvernance.

**Cette expérience de Breizh Youth Bank pourrait s'appuyer sur les derniers développements de la finance participative, à savoir le crowdfunding, pour faciliter la mise en relation des porteurs de projets et des investisseurs. Ces deux concepts, tout deux issus du financement participatif, sont complémentaires.**

## QU'EST-CE QUE LE CROWDFUNDING ?

La finance participative (en anglais crowdfunding) englobe toutes les méthodes de financement faisant appel à un grand nombre de personnes pour financer un projet sans faire appel aux acteurs traditionnels du financement, comme les banques ou institutions financières.

L'émergence de telles plateformes de finance participative a été permise grâce à internet et aux réseaux sociaux. Il s'agit en réalité d'une application informatique de la démarche habituelle de la plupart des créateurs d'entreprises, à savoir se faire entourer, conseiller et soutenir - y compris financièrement - lorsque le dossier est complet. L'intérêt est d'optimiser cette étape de démarchage tant en coût qu'en temps, deux ressources rares pour les entrepreneurs.

Afin d'encourager l'entrepreneuriat, les pouvoirs publics souhaitent favoriser ce type de financement et même faire de la France le pays pionnier dans ce domaine, comme cela a été à nouveau précisé par la ministre déléguée en charge des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique. Le gouvernement a ainsi proposé une clarification et une simplification du cadre réglementaire, qui est très contraignant, ouvrant même une brèche dans le monopole bancaire en autorisant les financements via des prêts par des particuliers.

Un projet d'ordonnance a été présenté le 28 mai et devrait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet.

Actuellement, la plupart des acteurs du crowdfunding ont adopté le statut de Conseiller en Investissement Financier (CIF).

Cependant, si l'on se réfère à la législation, ce statut n'est pas adapté pour lever des fonds d'entreprises via des plateformes sur Internet qui relèverait plutôt du statut de Prestataire en Service d'Investissement (PSI).

La nouvelle réglementation devrait aboutir à la mise en place du statut de Conseiller en Investissement Participatif (CIP) permettant de gérer, via une plateforme participative, des levées de fonds equity jusqu'à un million d'euros, mais elle ouvrira aussi une brèche dans le monopole bancaire avec la création du statut d'Intermédiaire en Financement Participatif (IFP) autorisant des prêts rémunérés jusqu'à un million d'euros.

Les activités des CIP et IFP sont exclusives de toutes autres sauf la possibilité de cumuler les deux statuts.

Ces deux statuts sont régulés et leurs activités encadrées : il n'est pas exigé de fonds propres minimum mais des « moyens dédiés suffisants » et des « compétences professionnelles » spécifiques. Aucun agrément n'est requis mais seulement une inscription au registre de l'ORIAS, le registre national des intermédiaires dans le secteur financier. Les CIP comme les IFP sont soumis à des règles de bonne conduite et de transparence.

L'option de régulation retenue par le gouvernement supprime les barrières à l'entrée de ces activités, en prenant soin de responsabiliser les plateformes par des exigences de transparence, d'information et de mise en place de moyens adaptés plutôt que de nombreuses prescriptions obligatoires.

Cette nouvelle réglementation pourrait faciliter la mise en place d'un projet comme la Breizh Youth Bank. Cependant les exigences de moyens en faisant référence à de nombreuses directives européennes (paiement, lutte anti-blanchiment, lutte anti-fraude...) nous semblent sortir du champ de compétences du projet initial et en contradiction avec l'objectif d'une structure légère.

**Nous proposons ainsi que la Breizh Youth Bank s'adosse à une plateforme technique existante pour pouvoir bénéficier de cette nouvelle technologie sans supporter les actions de mise en place d'une plateforme propre au projet et de sa maintenance.**

## QUEL FONCTIONNEMENT ?

### Les Youth Banks associées

Ces structures sont les véritables objets du projet. Comme mentionné précédemment, elles s'inspirent du modèle de Youth Banks de Grande-Bretagne mais sont dédiées aux projets d'entrepreneuriat des jeunes.

Ces structures devront être créées et gérées par des jeunes, d'une même école, d'une même ville ou simplement qui partagent un même objectif. Des coachs ou tuteurs, des entrepreneurs (notamment ceux qui ont déjà été financés par la Breizh Bank), des enseignants pourront les soutenir, les aiguiller, les aider mais sans les influencer.

### Leurs missions seront de :

- Mettre en place la gouvernance de leur structure et le processus de sélection des projets (en conformité avec les *guidelines* de la structure de support).
- Originer des projets portés par des jeunes.
- Analyser ces projets et sélectionner ceux que la Youth Bank soutiendra.
- Rechercher des investisseurs complémentaires aux cofinanceurs partenaires de la Breizh Youth Bank.
- Organiser des événements thématiques regroupant porteurs de projets, investisseurs et personnalités qualifiées.
- Conseiller les porteurs de projets et organiser la mise en place de réseaux pour faciliter leurs entreprises.

### Structure de support :

Cette structure a pour objectif d'organiser la Breizh Youth Bank et d'être en support aux Youth Banks associées.

Ses missions seront de :

- Faciliter la mise en place des Youth Banks associées par un support logistique et financier.
- Organiser le partenariat avec une plateforme de crowdfunding.
- Mettre en place des partenariats avec des institutionnels pour cofinancer les projets originés par les Youth Banks associées.
- Organiser les relations institutionnelles avec les collectivités locales et obtenir des subventions.
- Mettre en place d'éventuels partenariats avec des acteurs de l'aide à l'entrepreneuriat.
- Promouvoir la Breizh Youth Bank et organiser la communication

## LES ÉTAPES DE MISE EN PLACE

Pour lancer cette expérience, il nous paraît important de lancer une expérimentation avec une Youth Bank pilote. Avec le succès de cette expérimentation, d'autres Youth Banks pourront s'associer à la structure de support pour former en cible la Breizh Youth Bank, comme une fédération de Youth Banks agissant pour les jeunes et le développement de la Bretagne.

Nous proposons ainsi les actions suivantes :

- Approfondir l'étude de marché par des entretiens avec des jeunes entrepreneurs ayant eu recours à des plateformes de crowdfunding et par des jeunes susceptibles de s'engager dans un projet de Youth Bank. Ces entretiens permettront de mieux cerner les besoins des jeunes.
- Identifier des institutionnels ou collectivités qui s'engageront à soutenir le projet dès le lancement.
- Identifier un groupe de jeunes souhaitant s'engager pour fonder la Youth Bank pilote et participer à la mise en place de la préfiguration de la structure de gouvernance.

*Une initiative soutenue  
par six parlementaires bretons :*

**Thierry BENOIT,**

*Député d'Ille-et-Vilaine*

**Isabelle LE CALLENEC,**

*Députée d'Ille-et-Vilaine*

**Marc LE FUR,**

*Vice-Président de l'Assemblée nationale,  
Député des Côtes-d'Armor*

**Gilles LURTON,**

*Député d'Ille-et-Vilaine*

**Gwendal ROUILLARD,**

*Député du Morbihan*

**Jean-Jacques URVOAS,**

*Président de la commission des lois,  
Député du Finistère*



Un vieux mot usé mais qui brille  
comme une pièce de monnaie :  
**MERCI ! à ces audacieux parlementaires**  
d'avoir encouragé cette démarche collaborative  
du 6<sup>e</sup> département breton (diaspora).

*Kevin LOGNONÉ, Président de la commission Kavadeen*

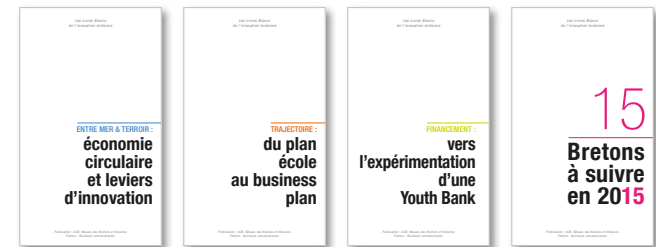
*Cette présente contribution a également pu bénéficier du soutien  
d'un grand témoin et des contributeurs suivants.  
Qu'ils soient chaleureusement remerciés.*

*Grand témoin : Renaud Sassi*

*Les contributeurs du Kavadeen lab.*

*Gaël Patout, dirigeant de l'agence Quintesis communication  
pour l'édition de ces Livres Blancs.*

*Une collection de quatre Livres Blancs pour faire avancer les idées neuves.  
Réunir sous la bannière de l'innovation et de la Bretagne les signatures  
de Pierre Gattaz, Président du Medef, Jean-Yves Le Drian,  
Ministre de la Défense et ex-Président du Conseil Régional de Bretagne,  
de Jean-Marc Roué, Président de Brittany Ferries, est pour nous la preuve  
que l'intérêt porté au fait breton dépasse les clivages politiques.  
Que ces grands sages portent un regard bienveillant sur la nouvelle  
génération est une nouveauté dont on doit mesurer l'importance.  
Les siècles précédents privilégiaient le culte de l'aîné,  
cette époque est désormais révolue.  
La nouvelle économie se construit grâce aux générations émergentes.  
Ces Livres Blancs leur laissent la parole.  
Les travaux de la commission Kavadeen sont ici relatés sans filtres.  
Des pistes d'exploration innovantes, parfois maladroites, naïves ou utopiques,  
mais révélatrices des profonds bouleversements qui vont nous submerger.  
À défaut de juger, écoutons et laissons éclore les modèles  
qui rendront viables économiquement et socialement ces projets.  
Laissons la formidable puissance des réseaux bretons relier les acteurs  
entre eux pour faire de ces utopies des vérités.*



Édité par

**QUINTESIS Communication**

NANTES - VANNES - PARIS

Le Loft - 4 ruelle du Moulin - 56000 Vannes

02 97 40 42 09 - conseil@quintesis.com

[www.quintesis.com](http://www.quintesis.com)